

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ? 1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Communs et bien-être : quand la monnaie locale fait lien.

PINOS Fabienne

IUT de Bayonne et du Pays Basque

Université de Pau et des Pays de l'Adour

Résumé :

Les recherches d'Elinor Ostrom, distinguées par le prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel en 2009, sont à l'origine d'une vaste littérature qui traite de la question des *Communs*. La monnaie et plus spécifiquement les monnaies locales complémentaires (MLC) restent encore assez peu étudiées sous cet angle. Notre contribution s'intéresse aux caractéristiques d'une MLC qui pourraient faire d'elle un *commun*, puis aux incidences que cette perspective induirait pour sa gouvernance, ses enjeux, son développement futur. Nous étudions l'hypothèse selon laquelle la ressource mise en commun et partagée par le medium d'une monnaie locale est la création de lien, cette ressource diffusant d'une part un sentiment d'appartenance, d'autre part la production de sens. Pour ce faire, nous proposons une étude de cas centrée sur l'Eusko, première monnaie locale européenne en équivalent euro en circulation. Nos résultats démontrent une capacité des MLC à contribuer au bien-être de leurs adhérents. En mobilisant le cadre théorique des *Communs*, ils dessinent également des pistes de travail concrètes pour l'amélioration des conditions d'organisation et de production du système de ressources que constitue ce circuit monétaire alternatif.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Communication

Introduction

Depuis l'obtention en 2009, par Elinor Ostrom, du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, une large littérature traite de la question des *Communs*. La monnaie, et plus spécifiquement les monnaies locales, restent encore assez peu étudiées sous cet angle.

Avec Ostrom et ses partisans, une définition plutôt consensuelle des *Communs* a pris forme, même si certains désaccords ou imprécisions subsistent encore (Coriat, 2015a; Dardot, 2015; Defalvard, 2017; Lomazzi & Menard, 2018). Tout *commun* cultive ou exploite une ressource, c'est à dire un moyen, une possibilité d'améliorer une situation. Alors que le concept concernait initialement les ressources naturelles physiques (eau, forêts, ...), il s'est progressivement étendu à des ressources immatérielles, telles que la connaissance ou les ressources numériques (Coriat, 2015b), jusqu'à donner à discuter la notion de communs sociaux (Defalvard, 2017).

En tant que moyen qui ouvre sur des possibilités, une ressource peut être matérielle ou immatérielle. Dès lors, la ressource constitutive d'un *commun* peut également s'avérer matérielle ou immatérielle.

Dans la vision orthodoxe de la pensée économique, la monnaie serait une ressource en tant que medium de l'échange. En France, Aglietta et Orléan (1998) ont largement contribué à renouveler cette perception en développant le triptyque dette-souveraineté-confiance qui a consolidé une vision souvent qualifiée d'institutionnaliste de la monnaie. Leurs analyses et les travaux qu'elles ont suscités ont montré que la dette construit des interdépendances nécessaires à l'organisation sociale, elle lie l'individu au groupe. Le lien et l'interdépendance s'inscrivent aussi dans les deux autres volets du triptyque. En effet, la question monétaire est généralement dominée par la souveraineté politique (Alary & Blanc, 2013). Et, s'agissant des trois natures de confiance : méthodique, hiérarchique et éthique, identifiées par Aglietta et Orléan, la dernière renverrait « à l'autorité symbolique du système des valeurs et normes collectives, traditionnellement et/ou consensuellement acceptées, qui fonde l'appartenance sociale » (Théret, 2013). Mais, une autre forme de lien est encore identifiée. Pour

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Servet (2013), l'individu n'appartient pas au corps social en raison de dettes, mais pour ce qu'il partage avec le groupe. Par le medium de la monnaie, « *un corps social met en partage un « commun inaliénable» qui donne à tout individu, partageant le même commun, le sentiment d'appartenance* » (Alary & Blanc, 2013). Ainsi, en réintégrant l'idée de partage, le commun proposé par Servet (2013, 2018) ne serait pas la monnaie elle-même mais le sentiment d'appartenance permis par l'usage de celle-ci.

Dans le prolongement de cette thèse, et dans l'objectif de contribuer d'une part à la reconnaissance de l'utilité des monnaies locales complémentaires, d'autre part à l'amélioration de leurs pratiques de gouvernance, nous proposons dans cette contribution d'adresser les questions de recherche suivante :

- en quoi une monnaie locale complémentaire et plus spécifiquement l'Eusko pourrait-elle être considérée comme un *Commun* ?
- quelles incidences cette perspective induirait-elle pour sa gouvernance, ses enjeux, son développement futur ?

Notre revue de littérature constituera la première partie de cet article. Elle nous permettra de définir un *Commun*, d'interroger la nature du *Commun* potentiellement à l'œuvre dans le cadre d'une MLC, de faire lien entre MLC et bien-être. Ce dernier point sera abordé en référence notamment aux travaux menés en psychologie positive ou hédonique (Kahneman, Diener et Schwartz, 1999 ; Seligman, 2011). Dans une deuxième partie, nous étudierons l'hypothèse selon laquelle la ressource mise en commun et partagée par le medium d'une monnaie locale est la création de lien, cette ressource diffusant d'une part un sentiment d'appartenance, d'autre part la production de sens. Pour ce faire, nous proposons une étude de cas centrée sur l'Eusko, première monnaie locale européenne en équivalent euro en circulation. Parmi les nombreux projets de monnaie locale initiés en Europe, l'Eusko nous apparaît en effet comme un cas exemplaire en raison notamment de la rapidité de son développement depuis janvier 2013.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

En nous référant au cadre des systèmes socio-économiques (SSE) de l'école d'Ostrom, notre discussion portera sur les incidences potentielles de nos résultats en termes de gouvernance et d'enjeux pour Euskal Moneta, l'association gestionnaire de la MLC basque.

Nous concluons sur les perspectives de recherche et de recherche-action ouvertes par cette contribution.

Revue de littérature : Des *communs* naturels aux *communs* conceptuels

1- Définition d'un *commun*

Parce que la définition des communs « *ne va pas de soi* », Benjamin Coriat (2015) invite à ne pas amalgamer les concepts de *communs*, commun, biens communs, chacun relevant de « *dynamiques sociales distinctes* ». Il limite aux travaux d'Elinor Ostrom et de l'Ecole d'Indiana d'une part, aux travaux initiés par Stallman, sur les *creative commons*, d'autre part, les socles théoriques et empiriques valables sur lesquels s'appuyer pour penser les *communs*.

Les conditions d'existence d'un commun selon Coriat

Un commun n'existe que sous la triple existence :

- de la « ressource » mise en commun et partagée, qu'elle soit matérielle ou informationnelle ;
- du mode d'accès à la ressource et des règles de son partage et/ou des bénéficiaires qui en sont tirés, est visé ici le faisceau de droits¹ et d'obligations des « *commoners* »², noué autour de la ressource partagée ;
- du mode de gouvernance de la ressource. La gouvernance a pour fonction d'assurer le respect des droits et obligations des *insiders* (*commoners*) comme des *outsiders*.

Si l'un des attributs vient à manquer, on n'a plus un « commun » au sens strict, mais « un bien commun ».

¹ Le « bundle of rights » lie les ayant droits entre eux autour d'un système (en général) complexe de droits et d'obligations réciproques, que ceux-ci résultent de l'usage (et/ou du droit coutumier), de la loi ou du contrat

² Les *commoners* sont tous les acteurs participant à la vie d'un commun.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Pour Coriat (2015), le système de droits et d'obligations, la gouvernance de celui-ci prédominent sur le bien lui-même. Le *commun* redéfinit le droit à la propriété au regard de l'accès, de l'usage, de l'exploitation, de la transformation d'un bien. Deux points doivent donc faire l'objet d'une vigilance particulière. Un *commun* ne saurait se résumer à un « agir commun », l'intentionnalité ayant peu de poids sur les résultats. Et, pour certains biens, le statut de bien public, administré par l'État, reste plus favorable à l'inclusion sociale et au principe d'équité.

Comme Coriat (2015), Lomazzi et Ménard (2018) constatent que les nombreuses publications relatives au(x) commun(s) appellent à clarifier les nuances à considérer entre *biens communs*, *communs* et *commun*. Afin de dresser un état des lieux conceptuel, ces auteurs adoptent une approche historique. Depuis les *res communes* romaines, choses publiques non appropriables, aux biens communs, rivaux mais non exclusifs, de Samuelson (1954), les communs restaient essentiellement définis par leurs propriétés naturelles. A partir de la fin des années 70, les travaux d'Elinor Ostrom puis, plus largement ceux de l'École de Bloomington ont radicalement transformé cette approche en considérant la dimension institutionnelle des communs. Pour Ostrom, les communs sont avant tout des arrangements institutionnels. Au-delà de leurs propriétés naturelles, les *communs* sont caractérisés par « des choix qui sont opérés quant aux conditions d'accès à l'usage de ces biens, et plus largement d'un ensemble de règles et pratiques qui organisent leurs conditions d'usage et éventuellement de production » (Weinstein, 2015, p. 72-73). Cette définition des *Communs* valide les 3 conditions d'existence exposées par Coriat autour desquelles un consensus s'est établi (Cornu et al., 2021; Defalvard, 2017).

Alors que les travaux d'Ostrom et de l'École de Bloomington portaient sur les ressources naturelles physiques, l'idée de *communs* de la connaissance, fondés sur des ressources numériques a par la suite émergé (Coriat, 2015c), puis celle de *communs* sociaux.

Defalvard (2017), à la suite de Barsani (2011), applique le triptyque d'Hirschman pour caractériser un *commun* social : les *commoners* doivent être en mesure de refuser (exit) la ressource qui a vocation à être partagée, de la discuter (voice) ou de la choisir réellement (loyalty). Dès lors, les *communs* sociaux

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

s'incarneraient « *par la mise en commun de ressources sociales telles que la santé, l'emploi ou la culture, auxquelles sont associés une visée universaliste et un accès local démocratique* » (Defalvard, 2017).

Ainsi conceptualisés, les *communs* ont nourri deux pistes de réflexion complémentaires, l'une socioéconomique, l'autre sociopolitique. Quand la première envisage « *des configurations complémentaires et partiellement alternatives aux formes marchandes et publiques propres au capitalisme contemporain* », la seconde se présente comme « *la base d'un dépassement de ce capitalisme et d'une véritable révolution devant aboutir à un nouvel ordre social, voire un nouveau communisme* » (Weinstein, 2015, p. 69 cité par Lomazzi & Menard, 2018). La première « *opère un renouvellement de la pensée économique et juridique des communs comme arrangements institutionnels construits et maintenus par les communautés* », la seconde « *tente d'opérer un dépassement de l'opposition individu/collectif et sujet/objet en prenant l'activité de mise en commun comme point de départ* » (Harribey, 2015 cité par Lomazzi & Menard, 2018).

Le mouvement des MLC, même s'il aspire à des changements sociétaux profonds, s'inscrit dans le premier champ de réflexion, avec pour objectif de proposer des formes alternatives d'échange et de consommation. Leurs usagers peuvent refuser la ressource qu'elle représente en utilisant la monnaie nationale (exit), en discuter ses modalités en participant aux instances de gouvernance (voice), la choisir pour réaliser leurs achats auprès d'un ensemble d'adhérents qui a vocation à être large et diversifié (loyalty). Cette raison d'être des monnaies locales et leur mode de fonctionnement nous amènent à interroger leur capacité à remplir les conditions d'existence d'un *commun*.

2- La monnaie est-elle un *commun* ?

Les différentes approches de la monnaie permettent d'identifier diverses natures de ressources, qu'elle constitue de manière intrinsèque ou qu'elle produit par son usage.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Orléan (2013)³ oppose l'approche instrumentale de la monnaie défendue par les néo-classiques à une approche qu'il qualifie d'institutionnaliste. Pour les néo-classiques, la monnaie est accessoire ou neutre, elle représente un simple instrument de l'échange, la monnaie n'a pas de valeur en soi, elle existe pour sa capacité à permettre l'échange. Dans le cadre institutionnaliste, la monnaie donne corps à la valeur : « *l'échange ne découle pas de « vraies » valeurs que possèderaient en propre les marchandises mais de la présence d'une monnaie que chacun veut acquérir parce que chacun la vénère* ». La monnaie conserve ses trois fonctions : unité de compte, instrument des échanges, instrument de réserve, mais est gratifiée au-delà d'« *une force de rayonnement qui touche tout le groupe social* » (Simmel, cité par Orléan), elle devient un symbole de l'autorité morale d'un collectif. Cette théorie s'appuie notamment sur l'ouvrage de référence la *Monnaie souveraine* (Aglietta et Orléan, 1998) qui développait le triptyque dette-souveraineté-confiance où la confiance s'établit à trois niveaux : 1- méthodique, qui procède des comportements mimétiques, 2- hiérarchique, qui provient d'un pouvoir collectif, souverain et protecteur, 3- éthique, qui repose sur le partage de normes et valeurs fondant l'appartenance sociale.

Ainsi, la conception institutionnaliste de la monnaie a intégré les perspectives sociologiques et ethnographiques pour considérer la monnaie comme un « *opérateur de l'appartenance sociale, de médiation dans les échanges sociaux les plus divers au sein desquels elle opère comme un représentant de la totalité sociale* » (Théret, 2008)⁴.

La monnaie peut donc être appréhendée d'une part comme une ressource qui permet les échanges, d'autre part comme une ressource qui produit un sentiment d'appartenance.

Cependant, pour Servet (2013), la *Monnaie souveraine* conceptualise la monnaie comme un vecteur de relations d'interdépendances qui occulte la dimension de partage. Or, si l'on introduit cette notion de partage, le lien de subordination induit par la dette disparaît : l'individu appartient au corps social « *pour ce qu'il partage avec le groupe* ». Dans cette perspective, le sentiment d'appartenance provient

³ dans *Théories françaises de la monnaie* p.36, (Alary & al., 2016)

⁴ dans *Théories françaises de la monnaie*, (Alary & al., 2016)

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

du partage plus que de l'échange (Alary et Blanc, 2013, Servet, 2013). Servet et Swaton (2018) réétudient alors les relations de réciprocité sous l'angle du partage, défini comme « *la possibilité pour ceux reconnus comme membres d'une communauté d'utiliser une ressource instituée comme bien commun* », dans le cadre des monnaies locales complémentaires. Au-delà du sentiment d'appartenance, les auteurs concluent à une interdépendance recherchée qui crée la reconnaissance de l'autre « *ou plus exactement les autres dans une sorte de besoin d'autrui* (Lasida, 2011) ». Via le lien, la ressource créée par la monnaie s'incarnerait dans la reconnaissance réciproque des besoins et des intérêts de chacun. Le *commun* proposé par Servet (2013, 2018) ne serait pas la monnaie locale complémentaire (MLC) elle-même mais le sentiment d'appartenance, fondé sur le partage, la réciprocité et la reconnaissance, permis par l'usage de celle-ci.

Outre l'existence d'une ressource, on notera, dans le cadre des monnaies locales, que les statuts et les règlements intérieurs des associations gestionnaires définissent, d'une part, le faisceau de droit et d'obligations des *commoners*, ici adhérents-usagers de la monnaie locale, d'autre part les règles de gouvernance qui régissent les relations des *commoners* entre eux comme celles avec les *outsiders*. Les MLC apparaissent ainsi remplir les trois conditions d'existence d'un *commun*.

Les *commons* fonciers étudiés par Ostrom s'articulent autour de ressources matérielles vitales (eau, alimentation, bois de chauffage...) qui répondent à des besoins fondamentaux. Le sentiment d'appartenance peut-il être considéré comme une ressource immatérielle vitale, qui répond, comme les *commons* fonciers, à un besoin fondamental ? L'approche psychologique peut ici compléter les approches sociologiques et ethnographiques intégrées dans la conception institutionnaliste de la monnaie.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

3- Sentiment d'appartenance, sens et bien-être

Dans les champs économique, social et politique, la fin des années 60 a été marquée par une remise en cause de la croissance économique, évaluée par la progression du PIB, comme indicateur unique des progrès sociétaux. Jusqu'aux crises économiques de 1974 et 1979, le *mouvement des indicateurs sociaux* a tenté de faire contrepoids au pouvoir de la quantification économique sur la décision publique (Perret, 2004). De nouveau, depuis la fin des années 90, l'utilisation du PIB comme moteur de l'orientation des politiques publiques suscite de nombreuses critiques du fait notamment de son incapacité à évaluer le bien-être collectif (Perret, 2004 ; Laurent, 2016). En dépit des apports de Putnam (2000), avec la notion de capital social, comme de Sen (2010), avec les notions de *functionnings* et de *capabilities*, les indicateurs sociaux, bien que suivis par les statistiques nationales⁵ peinent encore à trouver leur place vis à vis du PIB, toujours prioritaire dans l'élaboration des politiques publiques.

Parallèlement aux réflexions économiques et sociales, les recherches en médecine et en psychologie ont particulièrement exploré les déterminants de la qualité de vie à partir des années 60. La psychologie de la santé étudie plus spécifiquement depuis quelques années les facteurs ayant un effet sur la qualité de vie et le bien-être.

Pour Bruchon-Schweiter et Boujut (2021), ce sont les aspects qualitatifs du bien-être qui correspondent à un véritable progrès social. Les auteurs s'intéressent aux composantes de la qualité de vie et aux principaux outils permettant de l'évaluer. La qualité de vie est reconnue comme une notion complexe à appréhender, sans définition consensuelle et transdisciplinaire stabilisée. Son évaluation, essentiellement fondée sur des critères objectifs (PIB, taux de pauvreté, taux de chômage,

⁵ Dans le cadre du suivi des progrès de la France dans l'atteinte des 17 objectifs de développement durable (ODD) adoptés par l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, l'INSEE publie des indicateurs nationaux. L'objectif 3 des ODD vise à permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge. Les indicateurs suivis par l'INSEE cherchent notamment à rendre compte de la promotion de la santé, incluant la prévention, dans tous les milieux et tout au long de la vie.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/2654944?sommaire=2654964&q=bien+etre>, consulté le 22/04/2022

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

...) dans la deuxième moitié du XXème siècle, prend en compte aujourd'hui des indicateurs subjectifs, individualisés et psycho-sociaux, uniquement accessibles par auto-évaluation. Pour l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la qualité de vie est « *un concept très large influencé de manière complexe par la santé physique de l'individu, son état psychologique, ses relations sociales, son niveau d'autonomie et sa relation aux facteurs essentiels de son environnement* » (WHOQOL Group, 1995). Elle englobe les notions de bonheur, de bien-être, de santé. Bruchon-Schweiter et Boujut (2021), soulignent que de nombreux auteurs reconnaissent que le bonheur, défini comme une disposition stable à éprouver des émotions positives, est une condition nécessaire à la qualité de vie et au bien-être.

Deux champs de la psychologie viennent corroborer et compléter leurs propos. En psychologie positive, la théorie de l'autodétermination définit l'autonomie, la compétence et l'appartenance sociale comme les trois besoins psychologiques fondamentaux à satisfaire pour être heureux (Deci et Ryan, 2008). Dans le champ proche de la psychologie hédoniste, le plaisir caractérisé par des émotions et cognitions positives, le sens compris comme une contribution à quelque chose de collectif et l'engagement constituent les fondements du bonheur authentique (Seligman, 2015, Kahneman et al., 1999).

Ainsi, le sentiment d'appartenance, le sens trouvé dans la participation à une action collective, l'implication dans un projet partagé sont des facteurs d'amélioration de la qualité de vie.

Sur la base de ces théories, il est possible de formuler l'hypothèse que l'utilisation d'une monnaie locale améliore le sentiment de bonheur et la qualité de vie des *communers*. L'usage d'une MLC produirait une ressource qui augmente le bien-être des *commoners* par le sens donné aux actions, le sentiment d'appartenance induit, le partage rendu possible.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Etude de cas : L'eusko, un facteur d'amélioration du bien-être des usagers

1- Méthodologie

Parmi les nombreux projets de monnaie locale initiés en Europe, l'Eusko est un cas exemplaire en raison de la rapidité de son développement. Lancé en janvier 2013, ce sont début 2022 plus de 3 millions d'euskos qui circulent au Pays Basque Nord. Depuis sa création, Euskal Moneta (EM), l'association gestionnaire de l'Eusko, vise une action transformatrice, par l'incitation à de nouvelles façons de consommer et de se comporter en citoyen. Dans ses statuts, EM déclare comme objet social et but de l'association de « *renforcer le lien social, les pratiques écologiques et solidaires, l'usage public de la langue basque et la relocalisation de l'économie* ».

Nous analysons la question du sentiment d'appartenance et celle de la production de sens sur la base de deux sources complémentaires.

Durant l'été 2020, deux chercheurs de MoLoNA⁶ ont mené 11 entretiens individuels semi-directifs et animé 3 *focus groups* (18 participants), auprès de parties prenantes dans le cadre d'une étude d'impact social. Les données recueillies ont été retranscrites manuellement et leur contenu analysé par thématique dont celles du sentiment d'appartenance et du sens.

Parallèlement, en mai 2020, les chercheurs de MoLoNA ont contribué à la conception d'un questionnaire national diffusé par le Mouvement SOL⁷ auprès de l'ensemble des utilisateurs de monnaies locales en France. Ce questionnaire, administré par mail durant l'été 2020, a reçu les réponses de 128 professionnels et 204 particuliers adhérents d'EM ; les réponses relatives au sentiment d'appartenance et à la production de sens sont analysées dans cette contribution.

⁶ MONnaies LOcales en Nouvelle-Aquitaine. Ce projet financé par la Région rassemble des chercheurs de plusieurs universités françaises et a vocation à approfondir les connaissances des monnaies locales complémentaires d'un point de vue sociologique, économique, gestionnaire et politique.

⁷ Association nationale représentative des monnaies locales en France, voir <https://sol-monnaies-locales.org>

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

2- Résultats

Respect des valeurs, solidarité et appartenance au territoire

Les entretiens et *focus groups* organisés en 2020 visaient à co-construire des critères d'évaluation d'impact sur 3 axes pré-déterminés par le Comité de pilotage d'Euskal Moneta (*relocalisation de l'économie, diffusion de l'Euskara, amélioration des pratiques écologiques*). Ces axes ont été validés par les participants, avec néanmoins de nombreuses nuances et compléments apportés.

La question des valeurs portées par EM et du respect de ces valeurs par les professionnels adhérents a émergé naturellement dans les propos des personnes interviewées. L'idée que l'Eusko doit apparaître comme un vecteur de transmission de valeurs pour renforcer/maintenir le sentiment d'appartenance à un collectif qui défend des valeurs communes est revenue dans plus des deux tiers des entretiens ainsi que dans les échanges des *focus groups*. A ce titre, il apparaît notamment primordial aux personnes interrogées d'éviter certains effets d'opportunisme qui seraient nuisibles dans le temps.

Au-delà des 3 axes sélectionnés par le Comité de Pilotage, la question de la solidarité et celle du sentiment d'appartenance au territoire ont été considérées tout autant essentielles. Un des *focus group* a longuement discuté le fait que l'usage de l'eusko ne devait pas « être un sujet de division du territoire », distinguant ceux qui auraient les moyens d'acheter des produits en euskos, de ceux qui les pensent trop onéreux pour leur budget ou encore les bascophones des non-bascophones.

L'analyse des contenus des entretiens et des *focus groups* montre que l'Eusko est majoritairement perçu comme un outil pour dépasser des enjeux individuels, aller vers plus de solidarité et d'intérêt collectif.

Ces résultats sont confortés par l'examen des principaux champs lexicaux issus de la question « *Pourriez-vous donner 3 mots qui vous viennent à l'esprit quand on vous dit 'monnaie locale' ?* » du questionnaire adressé aux adhérents particuliers (nombre de répondants à cette question : 149 ; nombre de mots recueillis : 440).

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Le mot « solidaire » ou « solidarité » apparaît 49 fois (11,2%), c'est le mot le plus cité par les répondants. Si l'on rajoute les termes de sens proche (« entraide », « soutien », « partage », « équitable », ...), ce sont 80 mots qui touchent le champ de la solidarité, soit 18,2% des réponses. L'idée de proximité arrive en seconde position, avec « local », « relocalisation », « proximité », elle représente 70 mots, soit 15,9% des réponses, presque à égalité avec les mots qui relèvent du champ politique où apparaissent « démocratie », « souveraineté », « alternative », « engagement », « transition », « résilience », « responsabilité » : 69 mots, soit 15,7% des réponses.

Le partage de valeurs, la solidarité et le sentiment d'appartenance au territoire sont des attendus forts des adhérents, cités prioritairement lors des questions ouvertes.

Sens, engagement, partage

Pour les adhérents à une MLC, l'usage de ce moyen de paiement vise un ou plusieurs objectifs spécifiques, il est porteur de sens comme le montrent les résultats ci-après.

Pourquoi utilisez-vous votre monnaie locale ?	Occurrences
Soutenir l'économie locale, les circuits courts, les commerces de proximité	175
Utiliser un circuit monétaire non spéculatif	104
Participer à un projet écologique et à une économie durable	87
Soutenir mon territoire	65
Cela renforce mon sentiment d'appartenance à mon territoire	60
Renforcer la cohésion sociale, la solidarité et la convivialité sur le territoire	35
Soutenir une association dont je suis membre à travers la monnaie locale	25
Participer à un projet démocratique	7
Total général	558

Ici, plusieurs réponses possibles, 201 répondants.

Est-ce également pour soutenir l'euskara* ?	Nb
Oui	177
Non	25
Total général	202

* L'euskara est la langue basque.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

L'usage de la MLC donne du sens à l'acte d'achat, permet de soutenir des activités conformes aux valeurs des adhérents. Les résultats montrent ici l'importance de la proximité et du partage aux yeux des adhérents.

Lorsque vous payez en monnaie locale ...

	Oui, tout à fait	Oui, plutôt	Non, pas vraiment	Non, pas du tout	Nb répondants
- vous avez l'impression d'être en phase avec vos valeurs	118	61	2	2	183
- vous sentez que la personne en face de vous partage des valeurs avec vous	77	90	12	3	182
- cela donne un autre sens à vos achats	101	73	5	2	181

Par ailleurs, l'usage de la MLC est en lui-même une forme d'engagement.

Utiliser la monnaie locale est une manière concrète d'incarner dès aujourd'hui la société à laquelle j'aspire ...

Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	Nb répondants
123	53	2	1	179

Même si l'adhésion à la MLC ne conduit qu'une minorité des répondants à s'impliquer dans les instances de gouvernance ou à se rencontrer en dehors de leurs échanges économiques, elle reste un moyen de reconnaissance de valeurs partagées et de favoriser un membre de cette communauté.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Vous avez déjà ...	Oui, souvent	Oui, quelques fois	Oui, mais rarement	Non, jamais	Nb répondants
- participé à un vote, ou à une décision au sein de l'association	17	23	29	107	176
- participé à des événements organisés par votre association (assemblée générale, ateliers thématiques, apéros,...)	29	48	39	64	180
- tranché entre deux professionnels très similaires en faveur de celui ou celle qui accepte la monnaie locale alors que l'autre non	82	58	20	21	181

Il faut noter que plus d'un tiers des répondants sont salariés, stagiaires ou bénévoles réguliers ou occasionnels de l'association. Parmi ceux qui ne sont pas encore impliqués en tant que salarié ou bénévole dans l'association, près de 40% déclarent qu'ils aimeraient l'être dans le futur.

Plus de 71% des répondants se déclarent engagés dans un (ou plusieurs) autre(s) mouvement(s) citoyen(s) : associations, partis politiques, syndicats, ONG,... et 16% l'avoir déjà été par le passé, soit près de 88% du panel.

Ces résultats montrent que les utilisateurs de la MLC sont en recherche de sens et d'implication, de participation à une action collective, valorisée par une communauté unie autour de valeurs et à ce titre valorisante pour l'utilisateur.

3- Discussion : Le lien, l'appartenance, le sens comme ressources produites

La monnaie locale complémentaire apparaît donc comme une ressource commune. Son usage apporte un sentiment d'appartenance à une communauté, de partage de valeur et d'actions solidaires au sein de cette communauté, il donne également du sens à l'acte d'achat. Par ces apports, au regard des facteurs d'amélioration de la qualité de vie précédemment définis, nous pouvons voir en l'eusko, un facteur d'amélioration du bien-être de ses usagers.

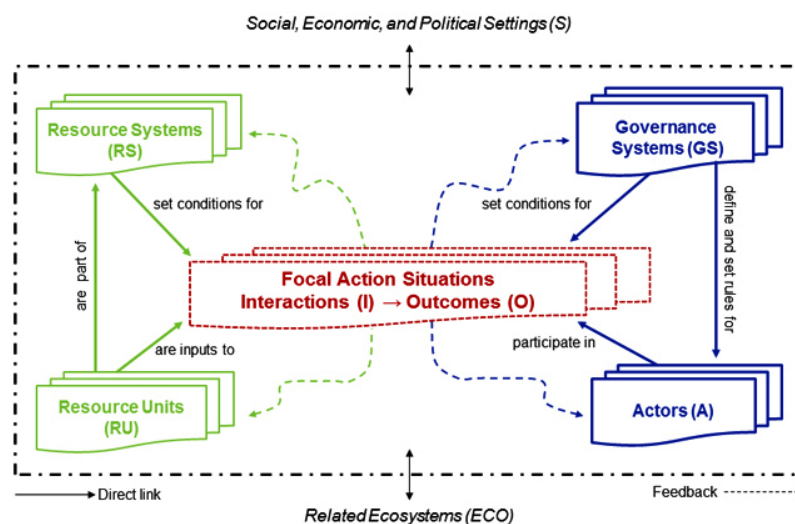
L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Alors que les principaux enjeux définis pour l'étude d'impact par le Comité de Pilotage reposaient sur 3 piliers statutaires de l'association : *relocalisation de l'économie, diffusion de l'Euskara, amélioration des pratiques écologiques*, les usagers spécifient des enjeux en termes de valeurs partagées à maintenir et prioriser.

Dans les *Communs* étudiés par Ostrom, il existe une rivalité dans l'accès à la ressource. Ses travaux avaient pour finalité d'identifier les conditions permettant une gestion durable de biens naturels rivaux. Parmi ses résultats, figure notamment la construction d'un outil de diagnostic dédié à l'étude de la durabilité des systèmes socio-écologiques complexes (SSE). Le cadre SSE a été conçu à l'origine pour être appliqué à un domaine, relativement bien défini, de situations de gestion de ressources communes (*common-pool resource*) dans lesquelles les utilisateurs de ressources extraient des unités de ressources d'un système de ressources. Il fournit une liste générale de concepts qui peuvent être utilisés pour analyser tous les types de SSE ; ces concepts se combinent ou interagissent les uns avec les autres de diverses manières qui ont tendance à être comprises différemment par les chercheurs opérant à partir de perspectives théoriques différentes (McGinnis & Ostrom, 2014).

Cadre révisé du système socio-écologique (SSE), composants de premier niveau.



Source : (McGinnis & Ostrom, 2014)

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Les « situations d'action », au centre du cadre, représentent des interactions entre acteurs. Les acteurs de toute situation d'action sont présumés être rationnels de manière limitée. Ils cherchent à atteindre des objectifs pour eux-mêmes et pour les communautés auxquelles ils s'identifient, mais le font notamment dans le contexte de dilemmes sociaux omniprésents et de limitations cognitives. Les variables de second niveau des « situations d'action », aussi détaillées par McGinnis et Ostrom (2014), comprennent notamment l'analyse des interactions (I) suivantes : conditions de récolte des unités de ressources, processus de partage d'informations, processus de délibération, conflits, activités de réseautage, activités de suivi et d'évaluation, tout comme l'analyse de résultats (O) telles que les mesures de performances sociale et écologique.

Si l'on tente une transposition aux monnaies locales complémentaires, il est possible de concevoir le circuit monétaire alternatif (CMA) créé comme le système de ressources. Nous considérerons alors le sentiment d'appartenance induit par l'échange, le partage de valeurs communes et le sens donné à l'acte d'achat comme des unités de ressources produites par le système.

Le circuit monétaire alternatif, en fonction des valeurs qu'il défend, crée des unités de ressources auxquelles peuvent accéder des individus qui partagent les valeurs défendues et démontrées. Il peut exister une forme de rivalité dans l'accès au sentiment d'appartenance.

CMA	Profil Adhérent 1	Profil Adhérent 2	Profil Adhérent 3
V1 : +++	V1 : +++	V1 : +++	V1 : +
V2 : ++	V2 : ++	V2 : +	V2 : +++
V3 : +	V3 : +	V3 : ++	V3 : +++

Dans l'exemple ci-dessus, le profil Adhérent 1 pourrait accéder à plus d'unités de ressources que les profils 2 ou 3. En effet, ses valeurs et l'importance relative qu'il y accorde correspondent aux valeurs défendues par le CMA et à la façon dont celui-ci les priorise.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Les profils Adhérent 2 et Adhérent 3 partagent les valeurs du CMA mais seraient plus satisfaits par des actions qui privilégieraient un ordre de priorisation des valeurs distinct. En fonction du système de gouvernance mis en œuvre et des choix d'actions et d'orientation opérés, l'accès aux unités de ressources peut varier en intensité pour les différents profils d'*insiders*.

Pour les MLC, il existe un réel enjeu à préserver la pérennité des ressources produites. Elles ne peuvent parvenir à leurs objectifs, notamment de soutien de l'économie locale, qu'en multipliant le nombre de leurs adhérents. Les adhérents participent au système pour les unités de ressources que celui-ci leur procure. La gouvernance doit donc réguler les conditions d'utilisation et de fonctionnement général du système de ressources afin qu'il produise les unités de ressources les plus satisfaisantes pour le plus grand nombre d'adhérents possible. Comme pour les *Communs* naturels, la rivalité peut menacer l'équilibre du système de ressource et la production de ressources elle-même.

Le schéma du cadre révisé du système socio-écologique ci-dessus montre que le système de gouvernance (GS) établit les conditions d'interactions (I) qui produisent des résultats (O). Cependant, les flèches en pointillé indiquent aussi l'existence de rétroactions des situations d'action sur chacun des quatre autres composants de premier niveau. Ces rétroactions méritent d'être observées et analysées pour assurer l'équilibre du système.

Par ailleurs, faisant référence à Cash et al. (2006), Brondizio, Ostrom et Young (Brondizio et al., 2013) soulignaient l'importance de la création d'arrangements institutionnels afin de faciliter la coproduction, la médiation, la traduction et la négociation de l'information et du savoir entre acteurs d'un système d'exploitation de ressources.

Ainsi, si l'on considère le CMA comme un système de ressources d'une part, le sentiment d'appartenance induit par l'échange, le partage de valeurs communes et le sens donné à l'acte d'achat comme des unités de ressources produites par ce système d'autre part, il est opportun de discuter des diverses incidences de ces considérations en termes de gouvernance et d'enjeux pour Euskal Moneta.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Premièrement, il apparaît utile d'analyser les variables de second niveau des « situations d'action ». Les conditions de récolte des unités de ressources, les processus de partage d'informations, les processus de délibération, les conflits, les activités de réseautage, les activités de suivi et d'évaluation définies comme des interactions (I), les mesures de la performance sociale et écologique définies comme des résultats (O) rétroagissent sur la production de ressources. Il convient de les étudier afin d'éventuellement modifier les règles de gouvernance qui créent leurs conditions de réalisation.

Deuxièmement, les actions engagées en matière d'arrangements institutionnels méritent d'être poursuivies, les relations avec les « Acteurs » collectivités locales adhérentes ou non adhérentes, notamment, impactent les conditions de fonctionnement du système de production ou co-production de ressources.

Troisièmement, dans la mesure où le partage de valeurs est une condition de création du sentiment d'appartenance, le système devrait organiser ou faciliter l'accompagnement à la transformation ou à la transition pour les postulants *insiders* qui ne seraient pas encore représentatifs des valeurs de la communauté. Cet accompagnement constitue une forme de médiation, nécessaire à la protection du socle des valeurs communes.

Quatrièmement, la mise en œuvre, la formalisation et la diffusion des résultats d'une mesure d'impacts périodique semble une réponse pertinente aux besoins relatifs à la traduction et au partage de l'information et du savoir entre acteurs de ce système d'exploitation de ressources.

Concrètement, en termes opérationnel pour Euskal Moneta, voir le CMA mis en œuvre comme un système de ressources, implique d'inclure la question du sentiment d'appartenance à une communauté de valeurs et de réflexion dans sa stratégie de développement et ses modalités de gouvernance. Les premiers travaux engagés autour de la Mesure d'Impact Social (MIS) d'Euskal Moneta (EM) ont été focalisés sur les axes « *relocalisation de l'économie, diffusion de l'Euskara, amélioration des pratiques écologiques* ». S'il est vrai que ces axes participent à la raison d'être d'EM, ses statuts mentionnent également « *renforcer le lien social, les pratiques ... solidaires* ». Il conviendrait donc de ne pas limiter l'analyse aux 3 axes initialement choisis.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Conclusion

Cet article poursuivait deux objectifs, celui de contribuer à la reconnaissance de l'utilité des monnaies locales complémentaires d'une part, de proposer des pistes d'amélioration de leurs pratiques de gouvernance d'autre part.

Nos recherches apportent des éléments de preuve de la capacité des MLC à contribuer au bien-être de leurs adhérents par le sentiment d'appartenance produit et le sens donné aux actions. Par ailleurs, en mobilisant le cadre théorique des *Communs*, des pistes de travail concrètes pour l'amélioration des conditions d'organisation et de production du système de ressources que constitue un circuit monétaire alternatif ont été proposées.

Ce travail présente de nombreuses limites. Tout d'abord, il se fonde sur une étude de cas unique, l'association Euskal Moneta, celle-ci est toutefois gestionnaire de la première MLC européenne. Ensuite, les entretiens et *focus groups* ont permis un recueil de données sur la base d'une participation volontaire, donc auprès d'acteurs engagés aux côtés de l'association, avec certainement un biais sur la représentativité globale des adhérents. L'enquête, plus large, tend à réduire ce biais. Enfin, la question de savoir jusqu'à quel point le cadre SSE peut être utilement appliqué reste une question ouverte, y compris pour ses concepteurs (McGinnis & Ostrom, 2014).

Pour conclure, nous relevons que les ressources administrées en tant que *Commun* ont sur les *insiders* des impacts économiques et sociologiques mais également psychologiques. S'il s'agit le plus souvent d'améliorer les conditions de vie économiques et sociales du groupe, il est aussi possible d'observer des effets sur le bien-être individuel dans le cas des MLC. Cette capacité à produire du bien-être manque encore de visibilité. Les pistes d'action discutées dans cette contribution posent donc un jalon dans les recherches en cours sur les modalités de gouvernance et de mesure d'impacts des monnaies locales complémentaires.

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

Bibliographie :

Aglietta, M. & Orléan, A. (1998). *La monnaie souveraine*, Paris, Odile Jacob, 400 p.

Alary, P., & Blanc, J. (2013). Monnaie et monnaies : Pluralité et articulations. *Revue Française de Socio-Économie*, 12(2), 15-25. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rfse.012.0015>

Alary, P., Blanc, J., Desmedt, L. & Théret, B. (2016). *Théories françaises de la monnaie*. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France.

Barsani M., 2011, Come abbiamo vinto il referendum. Dalla battaglia per l'acqua pubblica alla democrazia dei beni comuni – préface de S. Rodotà, Rome, Edizioni Alegre cité par Defalvard (2017)

Brondizio, E. S., Ostrom, E., & Young, O. R. (2013). Connectivité et gouvernance des systèmes socio-écologiques multiniveaux : Le rôle du capital social. *Management Avenir*, 65(7), 108-140.

Bruchon-Schweitzer, M., Boujut, É. (2021). *Psychologie de la santé: Concepts, méthodes et modèles*. Paris: Dunod.

Coriat, B. (2015a). *Qu'est ce qu'un commun ? Quelles perspectives le mouvement des communs ouvre-t-il à l'alternative sociale ?* Attac France. <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-5-hiver-2015/dossier-les-biens-communs/article/qu-est-ce-qu-un-commun>

Coriat, B. (2015b). *Le retour des communs*. Les liens qui libèrent. http://www.editionslesliensquiliberent.fr/livre-Le_retour_des_communs-9791020902726-1-1-0-1.html

Coriat B. (dir.), (2015c). *Le renouveau des communs ou la crise de l'idéologie propriétaire*, Les Liens qui Libèrent.

Cornu, M., Orsi, F., & Rochfeld, J. (2021). *Dictionnaire des biens communs*. Presses Universitaires de France.

Dardot, P. (2015). *Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle*. Découverte.

Deci, E. L., & Ryan, R. M. (2008). Self-determination theory: A macrotheory of human motivation, development, and health. *Canadian Psychology/Psychologie canadienne*, 49(3), 182-185.

Defalvard, H. (2017). Des communs sociaux à la société du commun. *Revue internationale de l'économie sociale : recma*, 345, 42-56. <https://doi.org/10.7202/1040794ar>

Harribey, J.-M. (2015). *Pour une conception matérialiste des biens communs*. Les Possibles, (5).

Kahneman, D., Diener, E., & Schwarz, N. (Eds.). (1999). *Well-being: The foundations of hedonic psychology*. Russell Sage Foundation.

Laurent, É. (2016). Introduction. Le bien-être en trois dimensions. *Revue de l'OFCE*, 145(1), 5-9.

Lasida, Elena (2011). *Le goût de l'autre*, Paris, Albin Michel, cité par Servet & Swaton (2018).

L'ESS, ACTRICE DES TRANSITIONS ?

1, 2, 3 JUIN 2022 À BORDEAUX

- Lomazzi, L., & Menard, M. (2018). Où en est la théorie du/des commun(s)? Vers une économie politique culturelle. *tic&société*, Vol. 12, N° 1, 69-93. <https://doi.org/10.4000/ticetsociete.2381>
- McGinnis, M., & Ostrom, E. (2014). Social-ecological system framework: Initial changes and continuing challenges. *Ecology and Society*, 19(2). <https://doi.org/10.5751/ES-06387-190230>
- Perret, B. (2004). Mesurer le développement social pour une institutionnalisation des indicateurs sociaux | AEF. In *Rapport moral sur l'argent dans le monde. La finance pour quoi faire?* AEF. <https://www.aef.asso.fr/publications/rapport-moral-sur-l-argent-dans-le-monde/rapport-moral-2003-2004/mesurer-le-d-eacute-veloppement-social-pour-une-institutionnalisation-des-indicateurs-sociaux>
- Putnam R. (2000), *Bowling alone : the collapse and revival of American community*, Simon & Schuster.
- Samuelson, P. A. (1954). The Pure Theory of Public Expenditure. *The Review of Economics and Statistics*, 36(4).
- Seligman, M. E. P. (2011). *Flourish: A visionary new understanding of happiness and well-being*. Free Press.
- Seligman, M. E. P. (2015). *Pratiquer la psychologie positive au quotidien - Pour mener une vie heureuse*, InterEditions, Paris
- Sen, A. (2010). *L'Idée de justice*, Flammarion, Paris, 558 p.
- Servet, JM. (2013). Monnaie : quand la dette occulte le partage. *Revue Française de Socio-Économie*, 12, 125-147. <https://doi.org/10.3917/rfse.012.0125>
- Servet, JM. & Swaton, S. (2018). Penser la dimension de commun de la monnaie à partir de l'exemple des monnaies complémentaires locales. *Revue Interventions économiques* [En ligne], 59 | 2018
- Théret, B. (2013). Dettes et crise de confiance dans l'euro : Analyse et voies possibles de sortie par le haut. *Revue Française de Socio-Économie*, 12(2), 91-124. Cairn.info. <https://doi.org/10.3917/rfse.012.0091>
- Weinstein, O. (2015). Comment se construisent les communs : questions à partir d'Ostrom. Dans B. Coriat (dir.), *Le retour des communs : la crise de l'idéologie propriétaire* (p. 69-86). Paris, France : Éditions les Liens qui libèrent.